



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le **112** est le numéro unique d'appel

L'Allemagne ne décolère pas contre les États-Unis. L'affaire du téléphone d'Angela Merkel, le «**Handygate**», marquera un tournant **Au-delà de l'indignation**, le scandale des écoutes américaines doit servir de révélation aux Européens. Comme le premier satellite soviétique avait poussé les Américains à aller dans l'espace, ces révélations doivent les motiver pour rattraper leur retard dans les technologies de l'information.

Tobin or not Tobin? ". La future taxe sur les transactions financières ou "Taxe Tobin", serait un énorme risque telle qu'elle a été conçue par Bruxelles. Mais aussi, **David Cameron** qui s'attaque à la bureaucratie dans l'UE, **Arnaud Montebourg** qui persiste et signe contre l'euro fort, et **Angela Merkel** qui veut réformer l'Europe, prête à assumer son pouvoir et ses responsabilités dans l'Union

SOUVENIR. Le 1er novembre 1993 entrait en vigueur le traité devant son nom à la petite ville néerlandaise **de Maastricht** où il fut signé. Celui-ci jetait les bases de la future union monétaire, lancée en 1999 avec 12 pays et qui doit passer à 18 au 1er janvier 2014 avec l'adhésion de la Lettonie. Depuis, **l'euro fort est devenu un pléonasme.**

La Turquie a commémoré le 90e anniversaire de sa République, en inaugurant le premier tunnel reliant les rives asiatique et européenne d'Istanbul, **un projet pharaonique. JPV**

INSTITUTIONS

La phrase

"**Accueillir 10 000 réfugiés sur une île comme Lampedusa, qui compte 6 000 habitants, c'est une mission impossible.** En revanche, accueillir 10 000 réfugiés dans 28 États membres où vivent 507 millions d'Européens, c'est une tâche à notre portée" a déclaré Martin Schulz, en marge du Conseil européen des 24 et 25 octobre à Bruxelles

26.02.2014

David Cameron s'attaque à la bureaucratie dans l'UE

A l'issue du sommet européen, le premier ministre britannique s'est concentré sur la proposition britannique de réduire la bureaucratie dans l'Union. Les autres thèmes abordés lors du Conseil européen, comme l'Union économique et monétaire et la migration, sont passés à la trappe.

David Cameron se tenait devant une bannière indiquant «réduire la bureaucratie européenne» («cut red tape») lors de sa conférence de presse de fin de Conseil européen. A cette occasion, les journalistes ont également reçu une brochure reprenant les idées principales de l'initiative britannique.

Pour en savoir plus Des représentants d'entreprises britanniques ont mis au point le projet de proposition. Ils y ont introduit les garanties que les règles sur la protection des données «n'imposent pas de coûts excessifs aux entreprises» ou qu'aucune réglementation sur le gaz de schiste ne soit introduite.

D'autres comprennent, entre autres, «l'abandon» ou le «retrait» de projets d'évaluation de l'impact environnemental, des règles sur l'étiquetage des aliments ou la protection du sol.

Les chefs d'entreprises britanniques ont également suggéré que l'UE n'adopte pas de nouvelles propositions législatives «à moins qu'elles ne réussissent un test de compétitivité».

Nouveau règlement européen sur les successions internationales : une simplification des règles bienvenue

Treize millions de citoyens de l'Union européenne vivent dans un Etat membre autre que le leur, vingt et un millions de citoyens d'un Etat tiers vivent dans un Etat membre de l'Union européenne

Une succession sur dix ouverte dans l'Union européenne est internationale et cette proportion ne cesse de croître.

L'adaptation des systèmes juridiques européens sur la succession requiert la mise en place rapide de nouvelles règles.

Pour en savoir plus <http://www.euractiv.fr/affaires-publiques/nouveau-reglement-europeen-sur-l-analysis-531336>

COMMISSION/CONSEILS

Bruxelles avance sur la création d'un cloud européen

La Commission européenne a établi un nouveau groupe d'experts chargé d'accélérer la création d'un cloud européen. Un premier pas qui doit permettre à l'UE de rattraper son retard face à la concurrence mondiale.

Pour les non-initiés. Le terme «cloud computing» désigne tout un éventail d'infrastructures, de logiciels, de données ou d'applications présents dans le «nuage», et donc non dans des locaux, et qui sont accessibles via Internet.

Une étude réalisée par l'université de Milan, publiée fin 2010, estimait que le cloud computing pourrait entraîner la création de 1,5 million d'emplois en Europe au cours des cinq prochaines années

Sommet de décembre: les députés demandent un changement de mentalité et le renforcement de la défense européenne

Les pays de l'UE doivent faire preuve de volonté politique et d'un nouvel état d'esprit en ce qui concerne la défense européenne, afin que l'UE devienne un acteur mondial important et intervienne en faveur de la sécurité tout en conservant une autonomie stratégique, a affirmé la commission des affaires étrangères. Le sommet de décembre doit indiquer qu'une dimension européenne dans la défense est indispensable. Les députés soulignent que l'UE devrait pouvoir assurer la sécurité de ses citoyens.

Pour en savoir plus Le Conseil européen de décembre, le premier à être consacré à la sécurité et à la défense depuis 2008, devrait prendre des décisions importantes et constituer le point de départ à un débat au plus haut niveau politique, plutôt que d'être un événement isolé, ont affirmé les députés dans une résolution. Le texte, rédigé par Maria Eleni Koppa (S&D, EL), définit les recommandations des parlementaires pour le sommet.

La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) doit être mieux intégrée dans l'approche globale des politiques extérieures de l'UE. De plus, le potentiel des instruments du traité de Lisbonne, comme l'attribution de missions de PSDC à un noyau de pays, doit être exploité, affirment les députés. Ils appellent également à intensifier la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN en suivant une approche complémentaire.

Par ailleurs, les députés demandent de revoir la stratégie de sécurité européenne de 2003 et de mettre davantage l'accent sur la politique de voisinage de l'UE. Le sommet pourrait mettre le processus en route, déclarent les parlementaires, qui ont à nouveau réclamé un livre blanc sur la politique de sécurité et de défense de l'Union. Les révisions des défenses nationales devraient également prendre davantage compte de la dimension européenne.

Élections européennes: Angela Merkel jette le doute sur la désignation du candidat PPE

Angela Merkel estime qu'il n'existe **aucun « lien automatique » entre le parti qui remporte les élections européennes et le prochain président de la Commission** européenne.

Cette annonce fait planer l'incertitude sur l'engagement du Parti populaire européen (PPE) à « mettre un visage » sur les élections.

Pour en savoir plus La déclaration d'Angela Merkel rappelle que les chefs d'État de l'UE au Conseil européen décident toujours de la nomination du prochain président de la Commission. Et ce, même si de grandes familles politiques souhaitent « mettre un visage » sur les élections.

L'article 17 du traité de Lisbonne stipule qu'« en tenant compte des élections au Parlement européen, et après avoir procédé aux consultations appropriées, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose au Parlement européen un candidat à la fonction de président de la Commission ». Le candidat

26.02.2014

« est élu par le Parlement européen à la majorité des membres qui le composent » (Article 17, paragraphe 7 du Traité sur l'Union européenne). Pour les fédéralistes européens, cette procédure mettra un terme aux discussions en coulisse entre les dirigeants des États membres. Une pratique qui prévalait jusqu'à présent lors de la sélection des présidents de la Commission

Les Etats débloquent les fonds exigés par le Parlement pour le budget européen 2013

Les gouvernements de l'UE se sont mis d'accord pour allouer un supplément de 3,9 milliards d'euros au budget européen 2013 afin de lui éviter de se retrouver en situation de cessation de paiement.

Pour en savoir plus Cette rallonge était exigée par le Parlement européen comme préalable pour son approbation des perspectives financières pour la période 2014-2020, a précisé mercredi un communiqué du Conseil des ministres de l'UE. L'accord porte également sur un complément de 400,5 millions d'euros destinés au Fonds de solidarité appelé à indemniser l'Allemagne, l'Autriche, la République tchèque et la Roumanie pour les dégâts occasionnés par des inondations en mai et juin 2013 et des incendies à l'été 2012. Les Etats membres vont devoir contribuer à la rallonge de 3,9 milliards en fonction de leur niveau de participation au budget européen. La France va ainsi devoir décaisser 16% du montant, soit 620 millions d'euros. En revanche, le supplément de 400,5 millions d'euros sera financé sur le budget 2013 "par redéploiement de fonds non utilisés", a-t-on expliqué à l'AFP. **Le Parlement européen sera appelé à approuver ces deux financements au cours de sa session plénière en novembre.** L'accord des Etats membres devrait permettre de désamorcer le mécontentement des élus européens qui menaçaient de différer encore leur vote sur le budget pluriannuel 2014-2020.

ETATS

Espagne

L'Espagne est sortie de la récession selon les chiffres officiels publiés ce mercredi par l'Institut national de la statistique.

Au troisième trimestre, la croissance du PIB, qui mesure la richesse nationale, a été positive, avec +0.1%. Une hausse certes modeste mais qui met un terme à plus de deux ans de contraction de l'économie. Ces chiffres confirment l'estimation publiée la semaine dernière par la Banque d'Espagne.

France

Arnaud Montebourg : "l'euro n'appartient pas à l'Allemagne"

Arnaud Montebourg est décidément vent debout contre l'euro fort. Invité, mardi 29 octobre, par le Medef à débattre de la question de la compétitivité, le ministre du Redressement productif a renouvelé ses critiques contre l'Allemagne, l'euro fort et les politiques d'austérité en Europe.

26.02.2014

"L'Union européenne, c'est la dureté monétaire et la dureté budgétaire", s'est indigné mardi le ministre devant le patronat français. "Qui peut dès lors s'étonner que l'UE soit aujourd'hui en situation de récession quand toutes les régions du monde connaissent ou reconnaissent la croissance?", s'est-il interrogé, cité par **Libération**.

Arnaud Montebourg a d'abord avancé que **la monnaie est "un outil mercantile, sous manipulation politique"**, qui "n'appartient pas aux banquiers centraux".

Puis il a abordé la question de l'euro, dont il dénonce régulièrement la surévaluation et qui s'est encore renchéri ces dernières semaines (il s'échangeait mardi 29 octobre à près de 1,38 dollar) [**Challenges**].

"L'euro n'appartient pas à l'Allemagne. Il appartient à tous les membres de la zone euro. Et nous en avons une part de propriété et nous avons à dire les choses", a-t-il insisté [**La Tribune**],

Le Ministre a également plaidé pour une légère dépréciation de l'euro par rapport au dollar, de l'ordre de 10%

Grande Bretagne

"Des emplois pour les Britanniques, pas pour les immigrés"

Le Premier ministre David Cameron a déclaré que le Royaume-Uni devrait "*dire non*" aux immigrés d'Europe de l'Est et permettre aux jeunes Britanniques d'être plus compétitifs face aux étrangers dans la recherche d'un emploi,

Dans un discours devant les employés d'une usine automobile à Cowley, près d'Oxford, M. Cameron a estimé que dans certaines entreprises britanniques plus de la moitié du personnel était issu de pays tels que la Pologne ou la Lituanie et que les jeunes Britanniques risquaient d'être défavorisés face aux travailleurs étrangers.

Il a plaidé pour des réformes de l'Etat providence afin d'encourager les gens à travailler, pour un renforcement de la formation afin que les Britanniques puissent avoir les qualifications nécessaires ainsi que pour une limitation de l'immigration.

Italie

Des parlementaires évoquent une scission de la droite

Le centre-droit risque de se scinder en deux en Italie, ont prévenu samedi des parlementaires italiens après la décision de Silvio Berlusconi de faire renaître Forza Italia, la formation de ses débuts en politique en 1994, au détriment du Peuple de la Liberté

Luxembourg

L'inoxydable Juncker pilier de l'Europe évincé

C'est une révolution au Grand-Duché. Le chrétien-social Jean-Claude Juncker, Premier ministre depuis dix-neuf ans, a été écarté vendredi du processus de formation du prochain gouvernement quelques jours après les élections législatives anticipées. La décision du Grand-Duc est tombée, alors que le Luxembourgeois assistait, en tant que chef du gouvernement, au sommet de Bruxelles qui s'achevait.

Pologne

Les réfugiés aux portes de la Pologne

26.02.2014

Un nombre record d'immigrants sans visas, papiers ou argent prennent d'assaut les frontières polonaises

Dans les seuls six premiers mois de l'année, la Pologne a refusé 52 000 personnes venues de l'Est, en majorité des Russes d'origine tchéchène, des Ukrainiens, des Bulgares et des Géorgiens, selon les chiffres de la police des frontières polonaise. A la mi-octobre, le Bureau des étrangers avait quant à lui reçu plus de 14 000 demandes d'asile.

"C'est deux fois plus que l'année précédente. Un record historique", note Rafał Rogala, le directeur du Bureau, qui cite des "facteurs économiques" comme raison principale de ce flux. Pour le quotidien, la Pologne n'est qu'un pays de transit pour la majorité des migrants, qui se rendent en Allemagne

Décès de Tadeuzs Mazowiecki, premier chef de gouvernement de l'ère post-communiste

L'architecte de la transition démocratique en Pologne, Tadeuzs Mazowiecki, est décédé lundi à l'âge de 86 ans. Nommé le 4 juin 1989, il avait été le premier chef de gouvernement de l'ère post-soviétique en Pologne.

Portugal

10 000 personnes quittent le Portugal chaque mois

Le nombre de travailleurs portugais qui quittent le pays a atteint un nouveau record l'année dernière, avec le départ de 121 418 personnes - à comparer avec le dernier record enregistré en 1966 avec 120 000 départs. Chaque mois, ce sont 10 118 personnes qui partent - principalement en France, au Luxembourg, en Suisse, au Royaume-Uni et en Angola, ancienne colonie portugaise - et cette tendance va apparemment se poursuivre

République tchèque

Législatives : petite victoire pour la social-démocratie, "oui" à un milliardaire slovaque

Les représentants de sept formations politiques siégeront à la nouvelle Chambre des députés. Un nombre historiquement élevé qui laisse difficilement présager de la composition de la future coalition gouvernementale. Comme attendu, le parti social-démocrate (ČSSD) est arrivé en tête des élections législatives anticipées qui se sont tenues vendredi et samedi, mais avec un score (20,45%) largement inférieur à ses attentes. Deuxième avec 18,65%, le nouveau parti ANO (Action des citoyens mécontents, "ano" signifie également "oui" en français) du milliardaire d'origine slovaque Andrej Babiš apparaît ainsi comme le grand vainqueur d'un scrutin qui n'a pas mobilisé les Tchèques.

Les putschistes reculent

Trois jours après que la direction du Parti social-démocrate (ČSSD) ait exclu son président Bohuslav Sobotka des négociations pour former un gouvernement de coalition, et confié cette tâche à son vice-président Michal Hašek, les "putschistes" perdent du soutien au sein du parti et se disent prêts à un compromis,

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

26.02.2014

Géorgie : l'allié du Premier ministre remporte une victoire écrasante

Georgy Margvelachvili, le candidat du Premier ministre Bidzina Ivanichvili et hostile adversaire du président sortant Mikheïl Saakachvili, a remporté une écrasante victoire à la présidentielle en Géorgie, reconnue par son adversaire. **Ce scrutin marque la fin de l'époque tumultueuse de Mikheïl Saakachvili**, arrivé au pouvoir il y a dix ans à l'issue de la Révolution de la Rose, et du pouvoir présidentiel fort dans cette ex-république soviétique du Caucase de 4,5 millions d'habitants.

Pour en savoir plus La fin de l'ère Saakachvili en Géorgie fait le bonheur de Vladimir Poutine. Rebâtissant peu à peu la sphère d'influence russe, il s'oppose à l'Europe.

Et pour faire contrebalancer le pouvoir de la Chine, il ambitionne de forger une Union eurasienne.

A toutes les frontières occidentales de la Russie, cette réalité crève les yeux. Le recul prévisible de l'influence occidentale en Géorgie va de pair avec les calculs hégémoniques du Kremlin.

Une Union eurasienne, regroupant pour l'heure le **Kazakhstan** et la **Biélorussie**, mais également, à court terme, **l'Arménie**, les républiques d'Asie centrale... et même **l'Ukraine**.

Les démarches serbes d'adhésion à l'UE polluées par le Kosovo

Le Premier ministre serbe, Ivica Dacic a exhorté les pays européens à cesser de modifier leurs exigences concernant l'ex-province serbe du Kosovo, un sujet qui pollue selon lui les pourparlers en vue de l'adhésion de Belgrade à l'Union européenne.

Le Premier ministre serbe s'est également engagé à lutter "rapidement et avec force" contre la corruption qui gangrène son pays.

L'accord commercial UE-USA en question

Washington a estimé mardi qu'il serait "malheureux" que les nouvelles révélations sur l'espionnage américain affectent "l'objectif commun" des Etats-Unis et de l'Union européenne sur un accord de libre-échange qui serait "de grande qualité pour le XXIe siècle"

Aucune inquiétude cependant, car à part quelques sermons verbales, aucune mesure concrète n'est brandie par les chefs d'Etat et même, si, agacés, certains députés européens ont décidé de hausser le ton et persistent à évoquer l'idée de stopper net les discussions relatives à l'accord de libre-échange transatlantique, rien ne se fera.

Immigration : "Acceptez les demandeurs d'asile déboutés ou perdez l'aide européenne"

L'UE devrait accentuer sa pression sur les pays africains qui n'acceptent pas d'accueillir les migrants qui ont échoué à obtenir l'asile en Europe et qui reviennent sur le continent, selon une nouvelle proposition maltaise. Pour ce faire, les pays africains, qui ne sont pas en guerre et qui refusent de prendre en compte les documents de voyage temporaires des demandeurs d'asile refoulés, devraient voir leur aide au développement fournie par l'Europe suspendue

ECONOMIE/FINANCE

Allemagne : prévisions de croissance pour 2014

Le 23 octobre 2013, le gouvernement allemand a présenté ses nouvelles prévisions de croissance. "L'économie allemande est de nouveau sur une solide courbe de croissance", a résumé le ministre sortant de l'Economie, Philipp Rösler. D'après les prévisions, le PIB allemand progresserait un peu plus que prévu en 2014. Si pour 2013 Berlin continue de tabler sur une progression du PIB de 0,5%, en revanche, la prévision pour 2014 a été relevée à 1,7%. Le taux de chômage devrait redescendre à 6,8% en 2014, son niveau de 2012.

Transactions financières: Noyer éreinte la future taxe boursière européenne

Dans des termes d'une virulence rare pour un banquier central, M. Noyer a affirmé au Financial Times que la future taxe sur les transactions financière, telle qu'elle a été conçue par Bruxelles, posait «**un énorme risque**» pour les pays qui l'appliqueraient et devait être réécrite.

Pour en savoir plus Onze pays emmenés à l'origine par la France et l'Allemagne se sont dit d'accord pour taxer les transactions financières selon le modèle développé par l'économiste américain James Tobin.

La Commission européenne leur a présenté en février un projet de taxe très large, pouvant rapporter jusqu'à 35 milliards d'euros par an, et couvrant un très grand nombre de produits.

Mais le gouvernement français estime que ce projet va trop loin car il menace certaines spécialités financières françaises, comme les fonds monétaires.

Les défis de Mario Draghi !

Après avoir géré la fin de la crise, le président de la Banque centrale européenne doit désormais relever deux défis d'une ampleur sans précédent.

Le premier sera de **piloter la supervision des 124 plus grosses banques de la zone euro**. La BCE devra au préalable vérifier le bilan des établissements, et épingleur ceux affichant des besoins de recapitalisation. Ce qui ne plaira pas aux gouvernements, contraints de mettre la main à la poche en cas de problème. «**Certains tenteront de convaincre M. Draghi de minimiser les dégâts, souffle un député européen. Il devra résister à des pressions politiques inimaginables.** »

Second défi, plus délicat encore : **éviter la « japonisation » de la zone euro**, éviter l'engrenage susceptible de jeter l'Europe dans le piège déflationniste

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

La France gèle l'écotaxe poids lourd qui se généralise en Europe

Le recul du gouvernement français sur l'écotaxe devant la fureur des Bretons met un frein à une décision qui s'inscrit dans l'harmonisation des règles européennes. Décidée en 2009 en France, la mesure qui concerne une taxe affectée au

26.02.2014

transport routier, aurait dû entrer en vigueur en janvier prochain. Elle avait déjà été reportée 3 fois et aurait dû rapporter un milliard d'euros en 2013.

Selon la directive Eurovignette, qui n'est pas contraignante, le mécanisme de l'écotaxe permet d'orienter le fret vers le transport ferroviaire, moins polluant et émetteur de CO2 que le transport routier.

Les régions françaises sont divisées sur le sujet : la Bretagne plaide contre, l'Alsace pour.

SOCIAL

Après le plombier polonais, le maçon roumain ?

Le nombre de « travailleurs détachés » s'envole en France, en particulier en provenance d'Europe centrale. Le sujet menace d'empoisonner la campagne des élections européennes

Face aux dérives de plus en plus fréquentes, la Commission veut encadrer la pratique du détachement de travailleurs. Sous la pression de secteurs comme le BTP, particulièrement concerné, la France pousse Bruxelles à instaurer des modalités strictes de contrôle et de sanctions. Mais Paris est isolé et devra faire des concessions pour obtenir l'assentiment des autres capitales européennes.

Plus de 19 millions de chômeurs dans la zone euro

Le chômage a atteint 12,2 % de la population active pour les 17 pays de la zone euro en septembre, soit près d'un million de demandeurs d'emploi supplémentaires en un an.

BREVES

Funérailles nationales en Serbie pour la veuve de Tito

Jovanka Broz, veuve du maréchal Tito, a eu droit samedi à des funérailles nationales en Serbie, où elle a été enterrée aux côtés de son époux et ancien dirigeant de la Yougoslavie

La Turquie ouvre le premier tunnel sous le Bosphore pour relier l'Asie et l'Europe

Les dirigeants turcs ont choisi **le mardi 29 octobre, jour du 90^e anniversaire de la République**, pour inaugurer en grande pompe le tunnel ferroviaire sous le Bosphore, le « *chantier du siècle* » selon les autorités. Avec le Marmaray, quatre minutes seront nécessaires pour passer d'Europe en Asie, en franchissant le Bosphore, et une heure trente pour traverser l'agglomération.

L'initiative citoyenne contre la vivisection atteint le million de signatures

Stop Vivisection est la troisième initiative citoyenne européenne à remporter plus d'un million de signatures. La pétition demande à la Commission européenne de rédiger un texte de loi afin de mettre fin à l'expérimentation animale.

Nouvelle législation sur la presse en Grande-Bretagne

Un nouveau dispositif d'encadrement de la presse a été adopté mercredi en Grande-Bretagne, où ses détracteurs craignent pour la liberté d'expression tandis que les victimes d'abus s'en félicitent.

Londres dit vouloir mettre fin au culte du scoop à sensations d'une partie de cette presse, mis en lumière par l'affaire des écoutes.

PRESSE EUROPEENNE

TRAIN PARIS-BRUXELLES :Lobbying à grande vitesse

LES ECHOS PARIS

Lobbyistes, eurocrates, parlementaires, avocats : ils se retrouvent en première classe du TGV qui relie Paris à la capitale européenne. Un concentré des couloirs de Bruxelles, où il est aussi facile de faire passer des messages que d'être victime d'oreilles indiscrettes.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4266821-lobbying-grande-vitesse>

ROUMANIE-HONGRIE : "La route qui mène vers la terre des Sicules est devenue bleu et or"

Szabadság

*Plus de 100 000 personnes selon les organisateurs, l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie, le principal parti des Hongrois en Roumanie, et **le Conseil national des Sicules**, 15 000 selon les autorités, ont formé une chaîne humaine le 27 octobre en Transylvanie.*

*Sur 53 kilomètres, de Braşov jusqu'aux départements qui constituent la "terre des Sicules" (Covasna, Harghita, Mureş), les manifestants "ont réclamé l'autonomie, pas l'indépendance", en brandissant le drapeau sicule bleu et or et celui de la Hongrie, écrit **Szabadság**.*

10 000 personnes ont également manifesté à Budapest à l'appel du Forum d'union civile, une association proche du gouvernement de Viktor Orbán, sur la Place des Héros puis devant l'ambassade de Roumanie

INSTITUTIONS : Comment Merkel veut réformer l'Europe

DER SPIEGEL HAMBOURG

La chancelière semble enfin prête à assumer son pouvoir et ses responsabilités en Europe. Mais comme ses projets de réformes vont dans le sens des sociaux-démocrates, elle a besoin d'un allié : le président du Parlement européen Martin Schulz.

***Angela Merkel est déterminée devenir la chancelière européenne** à la faveur de son troisième mandat. Aux dernières élections, les Allemands lui ont accordé plus de suffrages qu'ils ne l'avaient jamais fait, elle passe pour être "le dirigeant politique le plus puissant d'Europe" (**The Economist**), et elle pilotera bientôt une grande coalition aux côtés du deuxième parti d'Allemagne. Angela Merkel est persuadée qu'elle est en position de force pour promouvoir un projet qui est censé devenir son héritage politique : la réforme de l'Union européenne.*

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4277701-comment-merkel-veut-reformer-l-europe?xtor=RSS-9>

Europe centrale et orientale : l'Allemagne n'est pas toute-puissante

La voix de la Pussie

Un nouveau centre industriel est en train de se former en Europe avec l'Allemagne au centre. Les sociétés allemandes délocalisent vers la Hongrie, la république Tchèque, la Pologne et la Slovaquie, devenant ainsi les garants de la

26.02.2014

prospérité économique de ces pays. Mais cette tendance a aussi un revers, estime Piotr Iskenderov, observateur à La Voix de la Russie. Lire la suite: http://french.ruvr.ru/2013_10_29/L-Allemagne-nest-pas-toute-puissante-4434/

ALLEMAGNE : L'emploi ne fait pas le bonheur

Die Welt, Handelsblatt, Frankfurter Allgemeine Zeitung

"Détendez-vous !", titre **Die Welt** qui consacre sa Une à "**l'Allemagne, une nation de stressés**" après la publication le 30 octobre des résultats d'un sondage réalisé par l'institut Forsa qui montrent que "plus de la moitié des Allemands se sentent sous pression : **dans leur travail, au sein de leurs familles et à cause des soucis financiers**". Les femmes entre 35 et 45 ans souffrent particulièrement du fait d'être trop exigeantes avec elles-mêmes et de ne pas réussir à concilier les enfants et leurs carrières.

"Le travail est devenu le facteur de stress numéro 1", explique **Die Welt**, tandis que **Handelsblatt** salue "le miracle de l'emploi". Le quotidien économique rappelle que **42,2 millions d'Allemands ont actuellement un travail, un niveau jamais atteint depuis la réunification allemande**. Une étude de l'institut d'études économiques Ifo citée par **le Handelsblatt** rappelle que 1,5 millions d'emplois ont été créés ces cinq dernières années et cette tendance devrait se confirmer.

Face à ces chiffres, **la Frankfurter Allgemeine Zeitung** ne comprend pas l'inquiétude des Allemands :

Il n'y a que les Allemands pour le faire : pour la première fois, 42 millions de personnes ont un travail en Allemagne et pourtant, l'opinion publique n'arrête pas de se plaindre des conditions du marché du travail. Il n'y a guère de gouvernement sur terre qui n'échangerait pas immédiatement ces conditions contre celles de son propre pays. Mais tandis que la moitié du monde essaie de copier le "miracle du travail allemand", leurs créateurs perdent de vue l'ensemble de tout cela.

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr